



---

*DÉLÉGATION DE CUBA*

Allocution adressée par Son Excellence Monsieur Ricardo Alarcón de Quesada, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba au Sommet mondial sur la société de l'information.

Genève, le 11 décembre 2003

Monsieur le président,

Il n'en est plus temps de se créer des chimères ni de se faire l'écho d'une rhétorique qui ne dit presque rien aux peuples. Pour parler sérieusement de la société de l'information, il faudrait tout d'abord instaurer un monde exempté de la famine, de l'ignorance, de l'insalubrité, de la discrimination et de l'exclusion. Pour qu'une telle société soit plus qu'un mot d'ordre trompeur, il faudrait se situer dans un contexte vraiment humain et solidaire.

La société de l'information, qu'est-ce qu'elle signifie pour 75% de la population du monde sous-développé ? Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qu'est-ce qu'elles apportent au 1,2 milliard de personnes qui se trouvent dans un état de pauvreté extrême, aux 842 millions d'affamés et aux 2,4 milliards de personnes qui manquent des conditions élémentaires d'hygiène ? Les 854 millions d'adultes qui ne savent ni lire ni écrire et les 115 millions d'enfants qui n'ont pas d'accès à l'éducation, que feraient-ils devant un ordinateur ? Les 2 milliards de personnes qui ne disposent pas d'énergie électrique qu'en feraient-ils ?

Des acquis d'une énorme importance ont été remportés par l'homme sur le terrain des sciences et des technologies dès le début de l'histoire. Les découvertes du dernier siècle et leur expansion constante gagnent l'admiration du monde entier. Mais ce qui attire le plus l'attention c'est le contraste existant entre les biens dont disposent d'aucuns et le retard toujours plus accentué en matière de développement de l'humanisme et de la solidarité.

Le nombre de ceux qui n'ont pas encore accès au téléphone dépasse le total de la population mondiale lorsque le téléphone commercial a vu le jour. Ceux qui à peine réussissent à survivre aujourd'hui dans la plus cruelle misère dépassent de loin ceux qui habitaient la Terre le jour où est né l'ONU avec ses promesses non matérialisées de paix et de liberté.

En 2001, les pays à fort revenu concentraient 73% des utilisateurs d'Internet et 95,5% des ordinateurs branchés à ce réseau. D'autre part, la dénommée brèche digitale introduit une nouvelle division au sein des pays, y compris les plus riches où abondent aussi les marginalisés. En 2002, on estimait que seul 2,4% de l'humanité avait accès à Internet, alors que 50 ou 60% luttait contre la pauvreté.

Espérons que ce Sommet ne viendra pas grossir la longue liste de réunions chargées de débattre des questions vitales sans aboutir finalement à des résultats concrets. Le ferme engagement d'entreprendre des actions efficaces devra, espérons-le, en découler. Internet ne doit pas du tout rester entre les mains des principaux détenteurs du capital transnational. Il est indispensable de mettre en place un organisme intergouvernemental démocratique à même de réglementer ce réseau et de promouvoir la coopération internationale et le transfert de ressources financières et de technologies. La Déclaration et le Plan d'action de ce Sommet doivent mettre un terme à la manipulation médiatique, dévoiler les vérités, accepter la diversité culturelle et empêcher que les patrons du Nord prévalent sur ceux du Sud.

Les mesures unilatérales et arbitraires imposées à l'encontre de Cuba, dans le cadre d'un blocus économique condamné à l'échelle universelle, doivent cesser. Un terme doit être mis à l'agression contre son espace radioélectrique, ce qui est une violation flagrante et ouverte des normes et procédures de l'Union internationale des télécommunications. Il faut connaître la vérité sur l'injuste emprisonnement de 5 jeunes Cubains, accusés de lutter contre les groupes terroristes qui, depuis le territoire des États-Unis, et sous la protection de ce pays, continuent d'agresser notre pays.

L'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et des télécommunications s'avère inéluctable. À cette fin, il faut impulser une révolution éducationnelle internationale. Éradiquer l'analphabétisme et permettre à ceux qui dans le monde n'ont pas encore décroché le certificat d'études est possible. Une telle entreprise ne représenterait que moins de 0,004% du Produit intérieur brut annuel des pays développés de l'OCDE.

Cuba, qui est soumise à un blocus et agressée et qui apporte cependant sa modeste contribution à plusieurs pays, réitère sa volonté de participer à un effort international qui devrait d'ailleurs être consenti par tous.

Voilà déjà deux siècles et demi, Jean-Jacques Rousseau avait dénoncé l'existence d'une « poignée de puissants et de riches aux faîtes des grandeurs et de la fortune, tandis que la foule rampe dans l'obscurité et dans la misère ». Le monde, qui a à peine changé depuis, est soumis à un régime qui ne sert qu'à « maintenir le pauvre dans sa misère et le riche dans son usurpation ».

Ici, à Genève, faisons quelque chose de concret pour réaliser son rêve de justice et d'égalité, qui inspire aujourd'hui des centaines de millions de personnes, conscients du fait qu'un monde meilleur est possible.

Je vous remercie.